

## ÉDUCATION

# Réformes : proviseurs et principaux tirent la sonnette d'alarme



Angers, lycée Chevrollier, hier. Les personnels de direction sont sous une pression constante.

Photo - CD

Une très large majorité des personnels de direction des lycées et collèges publics du Maine-et-Loire sont vent debout face aux réformes annoncées par le gouvernement. Sur le fond comme sur la forme.

Ils sortent rarement de leur réserve. Ils ne manifestent quasiment jamais non plus. Ce n'est pas dans l'ADN des personnels de direction de l'enseignement public. Alors, quand ils se regroupent sous les fenêtres du Rectorat pour clamer leur incompréhension puis dans une salle de décompression et de discussion du lycée Chevrollier, à Angers, c'est forcément qu'il y a un gros malaise. Et ce n'est évidemment pas spécifique au Maine-et-Loire. « Il y a un ras-le-bol général. Laissons-nous travailler », confie Jérôme Gagnaire, le proviseur de Chevrollier.

En Anjou, comme ailleurs, les proviseurs et principaux sont vent debout contre les réformes annoncées par le gouvernement Attal, au collège avec le « choc des savoirs », comme au lycée. « Nous nous opposons à ces réformes, à la fois sur la forme et sur le fond. Les experts disent que ça ne fonctionne pas. Les enseignants sont contre ces réformes et les parents d'élèves sont contre ces réformes ! Peut-être qu'il faut arrêter de s'obstiner et que la raison l'emporte », dit Sébastien Ficot, le principal du collège de l'Aubance, à Brissac. Directement concerné, le secrétaire du syndicat majoritaire SNPDEN-Unsa vise tout particulièrement la mise en

place des groupes de niveaux en math et en français pour les classes de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> dès la rentrée.

### « On change tout, tout le temps »

« C'est à la fois la création d'une école à deux vitesses qui heurte notre engagement mais c'est aussi une réforme tout simplement impossible techniquement à mettre en place », explique encore le chef d'établissement du collège de l'Aubance. « On est contre cette réforme qui demanderait des enseignants en plus qu'on n'a déjà pas. 17 heures à dédoubler, c'est juste pas possible », commente Bruno Bourgoïn (ID-FO), le principal du collège Du Bellay, à Cholet. « On n'a pas attendu du Pisa pour constater des baisses de niveaux. Les derniers dispositifs n'ont même pas été évalués qu'il faut déjà en changer. Le temps politique n'est pas le temps de l'éducation. Gérer l'hétérogénéité, on sait le faire et ça fait avancer tous les élèves mais avec de petits effectifs », s'insurge Gilles Ernoult (SNUPDEN-Fsu), le principal du collège Villon, aux Ponts-de-Cé.

Proviseur du lycée Paul-Emile Victor, à Avrillé, Igor Altchenko (SGEN-CFDT) pointe également ce réformisme constant et à marche forcée pour la voie professionnelle : « On change tout, tout le temps et sans évaluation dans un système très descendant. »

En pleine préparation de la rentrée prochaine, les personnels de direction sont plus que jamais inquiets.

François LACROIX